

Paris, 22 janvier 2013

Colloque Risque Pays 2013 : La crise européenne est loin d'être terminée pour les entreprises

Avertissement : L'évaluation risque pays Coface mesure le niveau moyen de risque d'impayés présenté par les entreprises d'un pays dans le cadre de leurs transactions commerciales **à court terme**. Elle ne concerne pas la dette souveraine. Pour la déterminer, Coface combine les perspectives économiques, politiques et financières du pays, l'expérience de paiement de Coface et l'environnement des affaires du pays.

Les évaluations se situent sur une échelle de 7 niveaux : A1, A2, A3, A4, B, C, D et peuvent être assorties de surveillances.

En contact quotidien avec les entreprises du monde entier, Coface livre un scénario prudent pour l'économie mondiale en 2013. La reprise des pays avancés reste entravée par l'étai des dettes publiques et privées. En outre, la confiance des ménages et des entreprises ne se rétablit pas, compte tenu de la dégradation des marchés du travail et du caractère incomplet des réformes institutionnelles en Europe. Le manque de lisibilité de la politique budgétaire aux Etats-Unis devrait également affecter la croissance américaine. Coface prévoit une nouvelle récession à -0,1% en zone euro, avec une contraction persistante de l'activité en Europe du Sud. Aux Etats-Unis, la croissance ralentira à +1,5 %. Les pays émergents afficheront en revanche une croissance à la fois vive et durable, à +5,2%.

En matière d'évaluation pays, l'Italie et l'Espagne subissent un deuxième déclassement depuis un an, et l'évaluation A1 du Japon a été mise sous surveillance négative, compte tenu du risque de chute des exportations, notamment vers la Chine. S'agissant des pays émergents, Coface reclasse l'évaluation de l'Indonésie, dont la résistance aux crises des pays avancés a été remarquable. En revanche l'évaluation risque pays de l'Inde est déclassée en A4, le *modèle indien* subissant une réelle remise en question.

« La probabilité d'une crise systémique s'éloigne en Europe et c'est une bonne nouvelle. Mais l'activité en zone euro continuera à se contracter en 2013. L'atonie de la consommation, la rigueur budgétaire, la dégradation du marché du travail, alors que les entreprises européennes ont déjà été durement mises à l'épreuve par la grande récession de 2009, entretiennent des défaillances d'entreprises à la fois nombreuses et coûteuses. Certes, la crise financière est en voie de résolution, mais la crise de l'économie réelle, illustrée par la fragilité persistante des entreprises, ne se terminera pas en 2013 », explique **Jean-Marc Pillu**, directeur général du groupe Coface.

Les entreprises européennes toujours à la peine

Malgré la récente diminution du risque de crise systémique en Europe et un réveil encourageant des exportations en Europe du Sud, la situation reste préoccupante pour les entreprises européennes. Le caractère en demi-teinte des avancées institutionnelles européennes, la rapide détérioration du marché du travail et le poids des dettes publiques et privées pèsent sur la confiance des acteurs de l'économie réelle qui se sont mis « en mode pause », en attente de clarification.

C'est dans ce contexte dégradé que Coface abaisse à **B** les évaluations de **l'Italie et de l'Espagne**, déjà déclassées à A4 il y a un an et ensuite mises sous surveillance négative en juillet 2012. Ces deux économies du cœur de la zone euro subiront une contraction de l'activité en 2013 : -1% pour l'Italie et -1,5% pour l'Espagne. Coface estime qu'une nouvelle année noire attend les entreprises espagnoles et italiennes, sujettes à la montée continue du nombre de défaillances et victimes de l'assèchement du crédit bancaire.

Les pays émergents sont résistants...

Alors que les risques des pays avancés continuent à se détériorer depuis 2008, l'amélioration progressive des risques des entreprises émergentes se poursuit. Coface explique cette nouvelle hiérarchie des risques par une meilleure résistance aux chocs externes des pays émergents, grâce à des politiques économiques réactives mais prudentes. En outre, la croissance des économies émergentes bénéficie de l'expansion continue des classes moyennes.

Dans cette logique, Coface améliore en **A4** l'évaluation de **l'Indonésie** et met l'évaluation B des **Philippines** sous surveillance positive. Peu dépendantes de la crise européenne, affichant des croissances élevées et des progrès en matière de finances publiques et dans le secteur bancaire, ces deux économies voient les risques se réduire sensiblement.

... mais les risques n'ont pas disparu

Toutefois, Coface continue à mettre en garde les entreprises contre des risques persistants dans les pays émergents. Les tensions politiques et sociales et les lacunes en matière de gouvernance persistent. Or, les classes moyennes en pleine expansion sont plus exigeantes en matière de droit, de corruption, de liberté et de transparence. Les institutions politiques des pays émergents sont aujourd'hui mises en demeure de s'adapter à cette nouvelle donne.

- **L'Afrique du Sud** voit son évaluation pays A3 mise sous surveillance négative en raison du risque d'accentuation des tensions sociales, incompatible avec un rythme de croissance très inférieur à la moyenne des pays émergents.

- La lenteur de la mise en œuvre des réformes, les déficiences en matière d'infrastructure, l'incapacité du gouvernement à répondre aux nouvelles exigences de la classe moyenne et une croissance bien inférieure au potentiel se conjuguent à un endettement croissant des entreprises. Ces éléments conduisent Coface à déclasser en **A4** l'évaluation globale de l'**Inde** et en **B** celle spécifique à l'environnement des affaires.
- Dépendantes de la contraction de la demande ouest-européenne, **la République tchèque** et **la Slovaquie** voient leurs évaluations A3 mises sous surveillance négative. Moins ouverte, **la Pologne** commence à être affectée par la crise européenne. Le ralentissement de l'activité et la fragilité du secteur de la construction conduisent Coface à placer une surveillance négative sur son évaluation A3.
- Les tensions politiques qui persistent expliquent la levée de la surveillance positive de l'évaluation D de la **Côte d'Ivoire**.

CONTACT MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 – maria_krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2011 le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,6 milliard d'euros. Ses 4 600 collaborateurs assurent un service de proximité dans 66 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 157 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres.

En France, le Groupe gère également des garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat. Coface est filiale de Natixis dont le ratio Core Tier one s'élève à fin décembre 2011 à 10,2%.

www.coface.com

ANNEXE

MODIFICATIONS DES EVALUATIONS RISQUE PAYS		
DECLASSEMENTS		
PAYS	EVALUATIONS PRECEDENTES	DECISIONS JANVIER 2013
ITALIE	A4↓	B
ESPAGNE	A4↓	B
REPUBLIQUE TCHEQUE	A3	A3↓
POLOGNE	A3	A3↓
SLOVENIE	A3	A3↓
JAPON	A1	A1↓
INDE	A3↓	A4
AFRIQUE DU SUD	A3	A3↓
COTE D'IVOIRE	D↗	D
RECLASSEMENTS		
ISLAND	A4	A4↗
INDONESIE	B↗	A4
PHILIPPINES	B	B↗
MODIFICATIONS DES EVALUATIONS CLIMAT DES AFFAIRES		
DECLASSEMENT		
INDE	A4↓	B